



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 5 au 11 juin 2020

Le 12 juin 2020

Résumé

Asie du Sud : Révision à la baisse par la Banque mondiale des perspectives de croissance dans la région.

Bangladesh : La croissance des crédits bancaires au secteur privé à un étiage depuis décembre 2018.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Légère amélioration de l'indice PMI manufacturier en mai. L'indice PMI services toujours à un niveau critique en mai. Une étude de la Confédération de l'Industrie indienne montre que, sur la 1^{ère} semaine du déconfinement qui a commencé le 1^{er} juin, une majorité des entreprises interrogées ont noté une hausse supérieure à 25 % de leur production. Taux de chômage stabilisé au plan national à 24,3% en mai selon les statistiques du CMIE. Révision à la baisse par l'OCDE des perspectives de croissance de l'Inde. Maintien par Standard & Poor's de la note souveraine de l'Inde à BBB- avec des perspectives stables. *Autres informations* : Mise en place d'un Fonds pour développer les paiements numériques.

Maldives : Révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale. Fort impact négatif de la crise sur l'emploi et les salaires du secteur touristique. Dons du Japon dans le domaine de la sécurité et de la santé. COVID-19 : Donation d'équipements médicaux par les Émirats arabes unis.

Népal : Soutien de 450 M USD apporté par la Banque mondiale. Moratoire pour l'acquittement des impôts. 100 Mds NPR alloués pour relancer le tourisme. Réouverture de la bourse du Népal.

Pakistan : Proposition de l'administration fiscale d'augmenter la taxe générale de vente. Chute d'environ 20% de recettes fiscales pour l'exercice 2020. Pertes économiques de l'ordre de 15,3 Mds USD selon le ministère du Plan. Contraction des exportations de 33,6% en glissement annuel en mai. 36,8 M USD de pertes mensuelles depuis le début de la pandémie pour la Pakistan International Airlines. Contraction de 75% en glissement annuel des ventes de voiture en mai. Suspension du paiement du service de la dette par le Club de Paris. Soutien de 500 M USD apporté par la Banque asiatique de développement. Accord du Conseil économique national pour une enveloppe budgétaire de 7,9 Mds USD (3,8 % du PIB) dédiée aux dépenses publiques d'investissement sur le prochain exercice budgétaire (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021).

Sri Lanka : Élections parlementaires reportées au 5 août. Extension du budget provisoire jusqu'à fin-août. Révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale. Prêt de 50 M USD de la SFI destiné aux PME. Don de 11 M € de l'Allemagne.



ASIE DU SUD

- **Révision à la baisse par la Banque mondiale des perspectives de croissance dans la région.** La détérioration des conditions intérieures, conjuguée aux retombées d'une contraction économique mondiale, devrait entraîner une contraction de la croissance de 2,7% en 2020 (-8,2 points de pourcentage par rapport à la prévision effectuée en janvier dernier).

La pandémie de COVID-19 a en effet entraîné une forte réduction de la consommation et de l'activité manufacturière, et entraîné le sinistre de certains secteurs comme le tourisme. La croissance devrait rebondir en 2021 à environ 2,8% (-3,1 points de pourcentage par rapport à la prévision de janvier). Toutefois, ces prévisions sont assorties de fortes perspectives de risques, à même de conduire à une dégradation plus importante de la situation si elles se réalisent.

Un prolongement de la pandémie pourrait ainsi provoquer une intensification des tensions sur les marchés financiers, un recul plus important des envois de fonds ou une contraction économique mondiale plus forte que prévu.

Année calendaire	2017	2018	2019	2020	2021	Ecart en points de pourcentage par rapport aux prévisions de janvier	
						2020	2021
Afghanistan	2,7	1,8	2,9	-5,5	1	-8,5	-2,5
Maldives	6,8	6,9	5,2	-13	8,5	-18,5	2,9
Sri Lanka	3,6	3,3	2,3	-3,2	0	-6,5	-3,7
Exercice budgétaire	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	19/20	20/21
Bangladesh	7,3	7,9	8,2	1,6	1	-5,6	-6,3
Bhoutan	6,3	3,8	3,9	1,5	1,8	-4,1	-5,8
Inde	8,3	7	6,1	4,2	-3,2	-0,8	-9
Népal	8,2	6,7	7	1,8	2,1	-4,6	-4,4
Pakistan	5,2	5,5	1,9	-2,6	-0,2	-5	-3,2

BANGLADESH

- **La croissance des crédits bancaires au secteur privé à un étiage depuis décembre 2018.** Selon la Banque centrale, la hausse des crédits bancaires au secteur privé a atteint en mars 2020 un étiage historique de 8,9 % en glissement annuel contre +9,1 % en février, en dépit de liquidités abondantes, loin de l'objectif de croissance de 14,8% attendu initialement pour l'exercice budgétaire 2019/20. Ce dernier a récemment été revu à la baisse, et devrait s'élever à 8,5% fin juin, puis remonter à 12% en juin 2021.

Les instructions de la *Bangladesh Bank* de plafonner, à compter du 1er avril, les taux d'intérêts à 9% et la rémunération des dépôts à 7%, a contribué à freiner l'octroi de nouveaux prêts, dans un contexte d'incertitudes lié à la pandémie (confinement décrété le 29 mars pour s'achever le 31 mai), et au niveau élevé des créances douteuses qui pèsent sur les bilans des banques.

La tendance baissière des crédits privés s'est amorcée il y a deux ans déjà, mais elle semble aujourd'hui s'accélérer ; en juillet 2019, la progression sur un an avait atteint 11,3% et n'a cessé



de baisser depuis. Par ailleurs, les crédits bancaires au secteur public n'ont progressé que de 8,2% en mars, et la part des crédits nouveaux est marginale.

Le secteur bancaire octroie annuellement entre 700 et 800 Mds TK (7,6 à 8,6 Mds €) de crédits nouveaux, publics et privés, et le niveau pourrait tomber à 300 Mds TK en 2020.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Légère amélioration de l'indice PMI manufacturier en mai.** L'indice des directeurs d'achat (*Purchasing Manager's Index* – PMI) pour le secteur manufacturier atteint 30,8 en mai, en légère amélioration par rapport aux 27,4 d'avril. L'assouplissement des normes nationales de confinement lié à la pandémie de Covid-19 explique en grande partie ce début de redressement. Mais tant l'indice global que la plupart de ses sous-composants restent très largement inférieurs à la référence des 50, qui marquent le point de passage entre contraction et expansion
- **L'indice PMI services toujours à un niveau critique en mai.** L'indice PMI des services est un peu moins mauvais en mai, à 12,6, après le plancher de 5,4 atteint le mois précédent. Il demeure toujours très loin des 50. La période de confinement relativement strict qui a marqué cette période explique bien évidemment cette situation selon la plupart des entreprises du secteur interrogées. Environ 95 % d'entre elles pointent aussi la poursuite de la baisse de la demande étrangère en mai comparé à celle d'avril.

Selon les analystes d'*IHS Markit* qui construisent cet indice, la réouverture progressive de l'économie indienne devrait permettre une amélioration graduelle de la situation au cours des prochains mois, mais la sévérité de la contraction dans le secteur manufacturier, comme dans celui des services, laisse à penser que l'Inde ne pourra échapper à une sévère récession.

- Une étude de la **Confédération de l'Industrie indienne (CII)** montre que, sur la 1^{ère} semaine du déconfinement qui a commencé le 1^{er} juin, une majorité des entreprises interrogées ont noté une hausse supérieure à 25 % de leur production et dans une fourchette de 25 à 50 % pour les ventes. Les contraintes qui ont empêché d'atteindre un meilleur résultat sont les suivantes : pénurie de main d'œuvre, insuffisance de transport public pour les employés, hausse des coûts de production et de livraison, chaîne d'approvisionnement perturbée, banques réticentes à accorder des prêts et crise de liquidité.
- **Taux de chômage stabilisé au plan national à 24,3% en mai selon les statistiques du CMIE.** Celles au niveau des Etats font en revanche apparaître des situations très hétérogènes, liées probablement à l'exode des travailleurs migrants. Le Jharkhand arrive largement en tête avec un taux de 59,2 %, loin devant le Bihar (46,2 %) et Delhi (44,9 %). Depuis le pic du confinement, le chômage a en revanche le plus baissé dans les Etats dotés d'une forte présence industrielle ; l'explication avancée par le CMIE est, là aussi, l'exode des migrants, qui ont cessé de faire partie du marché de l'emploi de l'Etat où ils travaillaient. Le Tamil Nadu enregistre ainsi le déclin le plus rapide depuis avril (-16,8 %), devant l'Odisha (-14,2 %), le Karnataka (-9,4 %) et l'Haryana (-7,5 %).
- **Révision à la baisse par l'OCDE des perspectives de croissance de l'Inde.** Aux termes de deux scénarii différents, l'OCDE projette une récession limitée à 3,7 % pour l'exercice budgétaire en cours et de 7,3 % si les risques sous-jacents identifiés se matérialisent.



L'Organisation tente également de tracer certaines perspectives de politiques économiques pour le plus long terme. La première priorité serait d'atténuer la crise humaine et sanitaire par une augmentation des ressources en soins de santé et l'octroi de soutien à tous ceux qui en ont le plus besoin. Tandis que la deuxième priorité est de redémarrer l'activité économique et la création d'emplois.

Des incitations pour les États fédérés à mettre en œuvre des réformes structurelles, en particulier le secteur agricole placé sous leur responsabilité, pourraient être encouragées, au-delà du récent relèvement de leur limite d'emprunt de 3 à 5% du PIB de l'État. L'OCDE suggère d'incorporer des mécanismes incitatifs dans les transferts financiers du gouvernement central aux États.

La modernisation de la législation du travail est aussi encouragée pour attirer davantage de travailleurs dans le secteur formel et étendre le filet de sécurité sociale. L'Inde pourrait également accélérer le programme de réforme qui consiste à remplacer les subventions sur les prix par des transferts de revenus directs aux ménages, ou par voies numérisés.

- **Maintien par Standard & Poor's de la note souveraine de l'Inde à BBB- avec des perspectives stables.** S&P a en revanche déclaré que l'impact de l'épidémie de Covid-19 posait un défi important à la trajectoire de croissance économique du pays. Pour rappel, l'agence de notation prévoit une contraction de 5% du PIB pour l'exercice budgétaire débuté au premier avril et un rebond à 8,5% pour l'exercice suivant.

Cette annonce intervient quelques jours après que *Moody's Investors Service* a abaissé d'un cran la note de l'Inde. A présent, les trois principales agences de notation ont une notation correspondant au dernier échelon investissement, avant de passer en catégorie spéculative. On relèvera toutefois que les perspectives de *Moody's* sont négatives, alors qu'elles sont stables pour les deux autres agences.

AUTRES INFORMATIONS

- **Mise en place d'un Fonds pour développer les paiements numériques.** La *Reserve Bank of India* (RBI) a annoncé la création un Fonds de développement des infrastructures de paiement, doté d'une enveloppe de 5 Mds INR (environ 70 M USD), dans le but de donner une impulsion aux paiements numériques à l'échelle nationale. Le RBI contribuera sur fonds propres pour moitié, tandis que le reste de la dotation proviendra des banques émettrices de cartes et des réseaux de cartes qui opèrent dans le pays.

Ce Fonds a été créé pour encourager les acquéreurs à déployer une infrastructure de point de vente, à la fois physique et numérique, dans les centres périurbains et plus reculés ainsi que dans les États du nord-est, en conformité avec la stratégie sur les systèmes de paiement et de règlement en Inde 2019-2021. Le Fonds sera régi par un conseil consultatif, mais il sera géré et administré par la RBI.

MALDIVES

- **Révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale.** La Banque mondiale prévoit une chute du PIB des Maldives de -13% cette année, puis un rebond de +8,5% en 2021 d'après ses dernières projections incluses dans le *Global Economic Prospects* de juin. Les prévisions précédentes tablaient sur une croissance entre -8,5% et -13%. Selon la Banque centrale (MMA), la croissance de 2020 pourrait chuter de -17,7% contre +5,9% en 2019. L'économie de l'Archipel est fortement dépendante du secteur du tourisme, qui compte pour les



deux-tiers du PIB. Ses principaux marchés touristiques, à savoir la Chine et les pays européens, ont été parmi les plus touchés par la pandémie de COVID-19.

- **Impact fortement négatif de la crise sur l'emploi et les salaires du secteur touristique.** D'après une étude menée par le ministère du Développement économique et le PNUD, 45 000 employés (dont 22 000 locaux) du secteur du tourisme ont été affectés par la crise, à divers degrés. Sur un échantillon de 724 personnes enregistrées auprès du portail gouvernemental de l'emploi, 16% ont été licenciés, 49% sont en congé sans solde et 35% ont vu leur salaire baisser. Les données indiquent que les jeunes sont les plus susceptibles de perdre leur emploi.

D'après un sondage effectué auprès des gestionnaires d'hôtels, 16% des employés ont été licenciés et 84% ont subi une réduction salariale. Les personnes licenciées et celles placées en congé sans solde ont enregistré une baisse de revenus comprise entre 600 à 1000 USD par mois au cours de la période avril-juin 2020.

- **Dons du Japon dans le domaine de la sécurité et de la santé.** Un don du Japon de 4,7 M € destiné au secteur de la sécurité a été signé fin mai. Celui-ci vise à renforcer les capacités des autorités en charge de l'immigration et des douanes en matière de contrôle des frontières et de lutte contre la fraude. Un second don, destiné au secteur de la santé et d'un montant de 5,6 M USD, a été signé entre l'ambassade du Japon et le ministère des Affaires étrangères maldivien. Celui-ci servira à renforcer les services de santé et hôpitaux régionaux dans les atolls par la fourniture de différents équipements médicaux.
- **COVID-19 : Donation d'équipements médicaux par les Emirats arabes unis.** Les Emirats arabes unis ont donné 72 tonnes de matériel médical pour aider les Maldives à lutter contre la pandémie du COVID-19. Un avion affrété spécialement a atterri cette semaine à l'aéroport de Malé. La cargaison est d'une valeur totale de 77,3 M MVR (5 M USD).

NEPAL

- **Soutien de 450 M USD apporté par la Banque mondiale.** Ce montant serait utilisé pour améliorer les routes et ouvrir la voie à une reprise économique post-COVID-19 grâce à un commerce transfrontalier accru, plus d'emplois, en particulier pour les femmes, et une meilleure sécurité routière.

Le *Nepal Strategic Road Connectivity and Trade Improvement Project* améliorera la connectivité routière régionale ainsi que les infrastructures, les installations et l'assainissement aux points de passage frontaliers pour atténuer les contraintes commerciales et stimuler les exportations agricoles.

- **Moratoire pour l'acquittement des impôts.** La Cour suprême a suspendu la date butoir du gouvernement fixée au 21 juin pour s'acquitter de l'impôt. Elle a rendu une ordonnance provisoire au nom du gouvernement selon laquelle la taxe peut être apurée dans les 30 jours suivant la levée du confinement. La Cour suprême a ainsi ordonné au gouvernement de ne pas mettre en œuvre l'avis émis par l'*Inland Revenue Department* (IRD) qui avait émis un avis précisant que la taxe devait être apurée le 21 juin.
- **100 Mds NPR alloués pour relancer le tourisme.** Le ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Aviation civile a déclaré que le budget voté au Parlement cette semaine prévoyait la création



d'un Fonds de 100 Mds NPR (environ 700 M €). Celui-ci viendra en soutien des acteurs du secteur, via l'octroi de prêts à taux préférentiels.

- **Réouverture de la bourse du Népal.** La bourse du Népal (NEPSE) a repris ce mardi selon les instructions de la *Securities Board of Nepal* (SEBON). Un accord pour ouvrir le marché des actions deux heures par jour (de 11 h à 13 h) a été conclu lors d'une discussion avec les parties prenantes au conseil d'administration vendredi dernier. Le marché des actions a été fermé après l'annonce le 24 mars, par le gouvernement, du confinement pour empêcher la propagation du coronavirus. Les opérations avaient pu brièvement reprendre entre le 12 et le 14 mai, mais la chute brutale de l'indice de référence avait conduit le régulateur à ordonner la fermeture.

PAKISTAN

- **Proposition de l'administration fiscale d'augmenter la taxe générale de vente (GST),** notamment sur les produits pétroliers. Elle permettrait de contrebalancer la baisse du prix des produits pétroliers à la pompe pour le gouvernement et d'augmenter les recettes fiscales affectées par la chute des prix du pétrole au niveau mondial et la réduction des barèmes sur le marché intérieur. Si la proposition obtient le feu vert du Premier ministre, les consommateurs devraient payer une GST comprise 25 % et 27 % sur de nombreux produits, notamment l'essence, le *high speed diesel* et le *light diesel*, contre 17% actuellement. Selon l'Administration fiscale, cela devrait garantir un revenu minimum de 1,9 Mds USD par an, sur les seuls produits pétroliers.
- **Près de 20% de recettes fiscales en moins pour l'exercice 2020.** Selon l'Administration fiscale, l'impact désastreux du COVID-19 sur l'emploi pourrait faire passer les recettes fiscales de 29,4 Mds USD, initialement prévu, à 23,9 Mds USD. Selon le gouvernement, près de 3 millions de personnes pourraient perdre leur emploi d'ici la fin de l'exercice en cours. L'Administration fiscale devrait voir ses recettes tirer de la taxation des revenus chuter de 5,5 Mds pour l'exercice 2020.
- **Pertes économiques de l'ordre de 15,3 Mds USD selon le ministère du Plan.** Le PIB pourrait passer de 270 Mds USD à 254,7 Mds USD au cours de l'exercice 2020. Le ministère du Plan a également estimé le taux de croissance du PIB à 2,3 % pour l'exercice 2021, soit une estimation légèrement plus optimiste que le ministère des Finances, la Banque centrale, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale.
- **Contraction des exportations de 33,6% en glissement annuel en mai.** Elles ont été ramenées de 2,1 à 1,4 Mds USD pendant cette période. Au cours des onze mois de l'exercice (juillet-mai) les exportations ont connu une baisse de 6,9 % à 19,8 Mds USD (contre 21,3 Mds USD un an auparavant). Sur une base mensuelle, les exportations ont toutefois connu une augmentation de 45,3 %, passant de 957 M à 1,4 Mds USD entre avril et mai 2020. Cette reprise s'explique par la demande soutenue pour les matières premières et le textile à travers le monde.

Quant aux importations, elles ont connu une baisse de 43,17 % en g.a. en mai. De 5 Mds USD en mai 2019, elles sont retombées à 2,9 Mds USD un an plus tard. En glissement mensuel, les importations du pays ont baissé de 11 %, de 3,2 Mds USD en avril 2020 à 2,9 Mds USD le mois suivant. Enfin, au cours des onze mois de l'exercice, les importations baissent de 19 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, passant de 50,4 Mds USD à 40,9 Mds USD.



Le déficit commercial des onze mois de l'exercice s'est quant à lui contracté de 27,8 %, et revient de 29,2 Mds USD en juillet-mai 2019 à 21,1 Mds USD en juillet-mai 2019-2020.

- **36,8 M USD de pertes mensuelles depuis le début de la pandémie pour la *Pakistan International Airlines (PIA)*** en raison des restrictions de voyages et mesures de confinement imposées par un certain nombre de pays. Outre des raisons conjoncturelles, le Premier ministre a réitéré sa volonté de mettre en place des réformes structurelles pour l'entreprise nationale qui subissait déjà plusieurs M USD de pertes récurrentes avant la crise du COVID-19. Il a notamment insisté sur la réduction des dépenses d'organisation, l'augmentation des ressources financières et la modernisation de la flotte.
- **Contraction de 75% en glissement annuel des ventes de voiture en mai.** Elles ont chuté en raison de la fermeture d'entreprises imposée pour le gouvernement pour contenir la propagation du virus. Selon la *Pakistan Automotive Manufacturers Association*, 4 473 unités ont été vendues en mai 2020, contre 17 781 unités au même mois de l'année précédente.

Les trois principaux assembleurs automobiles ont annoncé des chiffres historiquement faibles pour le mois de mai. Les véhicules *Honda Atlas* ont enregistré la plus forte baisse des ventes à 89 % en glissement annuel. *Indus Motor Company (Toyota)* n'a pas fait mieux avec une chute de 88 % en mai 2020 en g.a. et enfin *Pak Suzuki Motor Company* a enregistré un repli de 64 %. Au cours des onze premiers mois de l'exercice (juillet-mai), les ventes de voitures ont chuté de 54 % par rapport à la période considérée de l'exercice précédent.

- **Suspension du paiement du service de la dette par le Club de Paris** pour aider le pays à alléger le bilan humain et économique de la pandémie. Le Club, qui regroupe 22 pays créanciers, a annoncé mardi une suspension des paiements pour le Pakistan ainsi que d'autres Etats comme l'Éthiopie, le Tchad ou le République du Congo. Pour rappel, la dette du Pakistan à l'égard des membres du Club de Paris s'élevait à 10,8 Mds USD fin 2018. Le montant dû aux autres créanciers officiels bilatéraux membres du G20 atteint quant à lui 1,3 Mds USD. Le Pakistan devrait donc bénéficier de la suspension complète du service de sa dette pour l'exercice 2020.
- **Soutien de 500 M USD apporté par la Banque asiatique de développement**, portant ainsi à 14 Mds USD le service de la dette extérieure du pays l'exercice 2020. Cette nouvelle Facilité devrait aider le Pakistan à offrir des programmes de protection sociale aux populations vulnérables, à étendre les capacités du secteur de la santé et à offrir un soutien budgétaire en faveur des pauvres pour stimuler la croissance et créer des emplois. Ce prêt viendra en soutien de diverses initiatives gouvernementales, notamment des paiements d'aide en espèces à 3 millions de travailleurs journaliers, dont environ 23 % de femmes, et des subventions en espèces à 7,5 millions de familles dans le cadre du programme protection sociale *Ehsaas*.
- **Accord du Conseil économique national (NEC) pour une enveloppe budgétaire de 7,9 Mds USD (3,8 % du PIB) dédiée aux dépenses publiques d'investissement sur le prochain exercice budgétaire (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021).** Cette enveloppe baisse de 22,5 % par rapport à l'allocation initiale octroyée pour l'exercice 2019/20. Un montant de 3,9 Mds USD sera alloué au principal programme de développement du secteur public au niveau fédéral (soit -7,7 % par rapport au budget initial de l'exercice actuel).

Le budget d'investissement consolidé des provinces est quant à lui estimé 4 Mds USD, soit 30 % de moins que l'allocation initiale de 2019/20. La répartition entre les quatre provinces sera la



suivante : 2 Mds pour le Pendjab, 1 Md pour le Sind, 456 M USD pour le Balouchistan et 511 M USD pour le Khyber Pakhtunkhwa.

SRI LANKA

- **Élections parlementaires reportées au 5 août.** La commission électorale a annoncé avoir fixé les élections législatives au 5 août. Ces élections étaient, dans un premier temps, prévues pour le 25 avril puis avaient été reportées au 20 juin à cause de la pandémie de COVID-19. Le Parlement a été dissout le 2 mars.
- **Extension du budget provisoire jusqu'à fin-août.** Le président Gotabaya Rajapaksa a autorisé 1043 Mds LKR (5 Mds €) de dépenses pour la période juin-août 2020. 644,2 Mds ont été alloués aux dépenses courantes et 398,8 Mds LKR seront dévolus aux investissements sur ces trois mois. Ces fonds ne pourront être utilisés que pour financer des projets déjà débutés. Il s'agit du troisième budget provisoire pour 2020. Le budget pour l'année 2020 n'a pas encore pu être adopté, le Parlement ayant été dissout le 2 mars en vue des futures élections législatives.
- **Révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale.** La Banque mondiale prévoit une contraction du PIB de Sri Lanka de -3,2% en 2020 puis 0% en 2021 d'après ses dernières projections incluses dans le *Global Economic Prospects* de juin. Les prévisions précédentes tablaient sur une récession comprise entre -0,5% à -3% en 2020. La crise engendrée par la pandémie de COVID-19 affecte les principaux secteurs de l'économie du pays de la manière suivante : (1) baisse des exportations de marchandises du fait d'une chute de la demande mondiale et des difficultés d'approvisionnement, notamment dans le secteur du textile ; (2) effondrement du tourisme (12,5% du PIB) ; (3) diminution des transferts financiers des migrants. La croissance a été de 2,3% en 2019.
- **Prêt de 50 M USD de la Société financière internationale (SFI) destiné aux PME.** La SFI, membre du groupe Banque mondiale, a effectué un prêt de 50 M USD à la *Commercial Bank of Ceylon* (ComBank). Grâce à cette Facilité, la ComBank pourra offrir des financements aux PME en vue de leur permettre de mieux faire face à la crise actuelle. Un tiers du montant sera dédié à des entreprises détenues par des femmes. Les PME comptent pour 80% de l'ensemble des entreprises du pays.
- **Don de 11 M EUR de l'Allemagne.** L'ambassade d'Allemagne et le gouvernement sri-lankais ont signé le 10 juin un accord d'assistance technique. Celui-ci, financé par un don de 11 M EUR, comporte trois éléments : (1) 7 M EUR pour le développement de la formation professionnelle destinée aux jeunes ; (2) 3,5 M EUR pour soutenir la compétitivité des PME locales ; (3) 0,5 M EUR pour financer des études et des experts allemands. Les projets qui entrent dans le cadre de cet accord seront mis en œuvre par la GIZ (Agence de coopération internationale allemande pour le développement).



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	-		B2	Stable	B	Négative	D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 12/06/2020